

# CONSULTATIONS DE LA PREMIERE PHASE DU DIALOGUE NATIONAL INCLUSIF DANS LA PROVINCE DU OUADDAI

THEMATIQUE 1 : PAIX, COHESION SOCIALE ET RECONCILIATION NATIONALE	
Thèmes	Questions
<b>Justice et égalité des citoyens</b>	<b>L'injustice et l'inégalité des citoyens ne favorisent pas le climat de paix et de cohésion sociale dans notre pays. Quelles sont les mesures que vous proposez pour les éradiquer?</b>
	✓ <small>Pratiquer</small> la justice sociale, l'égalité et l'équité de tous les citoyens devant la Loi ; Prendre des mesures pour l'accès égalitaire de tous les citoyens sans aucune distinction aux charges publiques.
	<b>Comment peut-on éradiquer l'impunité dans notre pays et garantir l'égalité des citoyens devant la loi, sans discrimination aucune ?</b>
	Sanction sévère les auteurs de violation quelque soit leur rang social
	✓ <small>Restaurer</small> l'autorité de l'État
	✓ <small>Faire</small> en sorte que la loi soi la même pour tous;
	. Instituer une justice militaire comprenant un tribunal militaire et une haute cour ;
	. Instaurer une cour de répression de crime économique et financière
	. Appréhender les vrais auteurs de traitement dégradant et humiliant et les sanctionner sévèrement
	. Appliquer les textes de la république en se référant aux peines prévues dans le code pénal
. Créer un organe chargé de faire le suivi des biens de l'Etat ;	

	✓ Veiller à l'exécution des décisions de justice.
<b>Cohésion sociale et diversité culturelle</b>	<b>Qu'est ce qui divise les tchadiens?</b>
	✓ L'injustice sociale, facteur de frustration, des déchirures de tissu social, des rebellions répétitive et de l'impunité ;
	✓ La mauvaise gestion des conflits agriculteurs-éleveurs ;
	✓ La question de l'accès au poste de responsabilité
	✓ L'homme qu'il faut à la place qu'il faut.
	<b>Comment faire pour que le pluralisme et la diversité culturelle deviennent davantage les traits caractéristiques de notre pays?</b>
	✓ Faire en sorte que les diversités culturelles soient visibles partout et dans tous les secteurs;
	✓ Valoriser les patrimoines culturels et sociaux de notre pays par des investissements conséquent.
	<b>Que faut-il faire pour la sauvegarde de la diversité sociale et culturelle?</b>
	✓ Il faut mener une forte sensibilisation sur le respect des valeurs républicaines, contre l'intolérance religieuse et l'instrumentalisation des citoyens à des fins politiciennes ;
	✓ Il faut mener une politique qui met en valeur les diversités sociales et culturelles de chaque province.
	<b>Quelles sont les principales causes des conflits communautaires ?</b>
	✓ L'inégal accès aux ressources naturelles particulièrement à l'eau et au pâturage ;
	✓ Le non-respect du couloir de transhumance ;
	✓ Les pratiques discriminatoires et le non-respect de nos Us et Coutumes ;
✓ La mauvaise gestion de terroir marquée par l'inégal accès à la terre.	
✓ La partialité des autorités administratives, politiques et militaires, sources de la récurrence des conflits intra et inter communautaire.	
<b>Comment peut-on régler efficacement ces conflits?</b>	
✓ Renforcer les programmes de l'hydraulique pastorale par la multiplication des points d'eau ;	

	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Redéfinir et réactualiser les couloirs de transhumance ;</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Imposer le respect des calendriers agricoles selon les saisons ;</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Relever toutes les autorités administratives et militaires ayant durée plus de trois (3) ans.</li> </ul>
<b>Forces de défense et sécurité au service de l'unité nationale et de la paix</b>	<b>Comment peut-on faire pour que l'armée soit perçue par les citoyens comme une armée véritablement nationale?</b>
	<b>Réponse: Il faut poursuivre la professionnalisation et la modernisation des FDS telles que recommandées lors des états généraux des armées ;</b>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Instaurer l'instruction civique au sein de l'armée ;</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Renouer la confiance entre la population et l'armée ;</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Il faut recruter au prorata des provinces (fixer des quotas).</li> </ul>
	<b>Comment appréciez-vous les projections de nos FDS à l'extérieur?</b>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Les FDS font notre fierté nationale à l'extérieur du pays.</li> </ul>
<b>Réconciliation nation et paix durable</b>	<b>Qu'est-ce qui explique les échecs quasi-systématiques des accords de paix conclus avec les politico-militaires ? comment y remédier?</b>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Les échecs sont dû essentiellement au fait que les accords de paix ne sont pas toujours appliqués comme prévus;</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ L'actualisation et la mise en œuvre effective d'un vaste programme de démilitarisation, de démobilisation et de réinsertion des anciens éléments des troupes politico-militaire.</li> </ul>
	<b>Quels sont les facteurs de réussite d'une paix durable ?</b>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Une paix durable ne peut exister que dans la justice et dans l'égalité entre les citoyens ;</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Participation de toutes les forces vives de la nation au dialogue national inclusif, sans discrimination aucune;</li> </ul>

✓ Le pardon sincère, une amnistie générale et des mesures de grâce à tous les groupes politico-militaires qui accepteraient de renoncer à la lutte armée.

## THEMATIQUE 2 : FORME DE L'ÉTAT, CONSTITUTION, REFORME INSTITUTIONNELLES ET PROCESSUS ÉLECTORAL

Thèmes	Questions
<b>Constitution et Institutions</b>	La constitution de 1996 est la meilleure. En effet celle de 2018 a été amputée de certaines grandes institutions telles que : médiateur, collège de pétrole, cour de compte et conseil constitutionnel.
	Un État unitaire fortement décentralisé est-il adapté à notre pays? Sinon que proposeriez-vous comme forme de l'État?
	✓ Pour améliorer les deux constitutions ; il suffit de maintenir celle de 1996.
	✓ La loi fondamentale de 1996 est consensuelle, donc elle doit être retenue, parce qu'elle est issue de la conférence nationale souveraine où toutes les forces vives de la nation ont participé ;
	État unitaire fortement décentralisé à trois niveaux : Province, Département et Sous-préfecture.
	<b>Pensez-vous que le recours au référendum est nécessaire pour l'adoption de la nouvelle constitution?</b>
	✓ Le recours au referendum est nécessaire pour l'adoption d'une nouvelle constitution.
	✓ La création du Sénat à côté de l'Assemblée nationale est indispensable pour le renforcement de la démocratie.
	<b>Quelles sont les grandes que vous souhaiteriez voir inscrites dans la future Constitution : Conseil Constitutionnel, Cour suprême, cour des Comptes, Médiateurs, HCC Haut Conseil des Chefferies traditionnelles?</b>

	<p>✓ Oui, le retour aux grandes institutions de la république telles que annoncées dans la constitution de 1996 est nécessaire (cour suprême, conseil constitutionnel, cour de compte, médiateur et HCC).</p> <p><b>Pensez-vous que la séparation du pouvoir est respectée dans notre pays ? Sinon comment peut-on améliorer?</b></p> <p>✓ La séparation du pouvoir n'est pas respectée dans notre pays. Pour améliorer, il faut respecter le principe de la séparation de pouvoir.</p> <p><b>Que pensez-vous du fonctionnement de la justice dans notre pays ? Avez-vous des propositions pour améliorer son indépendance et son impartialité?</b></p> <p>Le fonctionnement de la justice au Tchad est trop controversé. Des mesures adéquates à prendre sur les magistrats et les injonctions du ministère de la justice dans les affaires en cours. Il faut mener une lutte sans merci contre les magistrats corrompus.</p>
<p><b>Administration du territoire et gouvernance locale</b></p>	<p>Que pensez-vous du fonctionnement de notre système d'administration du territoire? Quel changement doit-on y porter? Réponse: la longévité des autorités administratives dans la même localité pose problème. A cet effet, que les autorités administratives n'excèdent pas trois ans. ne pas nommer des gens qui ne savent ni lire ni écrire dans aucune langue nationale.</p> <p>Quel bilan faites-vous du fonctionnement des Communes depuis leur mise en place en 2012? A votre avis, qu'est ce qui n'a pas bien marché et comment y remédier? Réponse: Depuis la création des communes en 2012, leurs bilans sont très mitigés. l'opacité de la gestion des communes en elle- même pose problème. il faut plus de transparence dans la gestion des communes.</p>

	<p>Quels rôles la chefferie traditionnelle peut-elle jouer dans le système de gouvernance de notre pays? Quelles réformes peut-on y apporter?</p> <p>Réponse: renforcer le pouvoir et la capacité d'action des chefs traditionnelles. La suppression des chefferies créées artificiellement, la délimitation des ressorts territoriaux des chefferies traditionnelles afin de prévoir des conflits. Il faut éviter les absences prolongées des chefs traditionnels de leur chef-lieu.</p>
<p><b>Partis Politiques et processus électoral</b></p>	<p>Quel est, selon vous, la durée idéale pour le mandat du président de la publique, des députés, des sénateurs ou des élus locaux? Justifiez.</p> <p>Réponse: le mandat du Président de la République est de sept (7) ans renouvelable une seule fois, pour les députés, cinq (5) ans non renouvelable et pour le sénat, six (6) ans non renouvelable, l'organisation des élections coutent extrêmement chère au pays, c'est pourquoi au lieu d'organiser des élections tous les quatre (4) ans, il faut investir dans la construction des écoles et des hôpitaux.</p>
	<p>Quelles réformes proposeriez-vous pour permettre aux partis politiques de jouer pleinement leur rôle?</p> <p>Réponse: il faut limiter les nombres des partis politiques, donner des subventions et rembourser les dépenses engagées dans les campagnes électorales. il faut réviser la charte des parties politiques. la fusion des parties politiques est indésirable, beaucoup de ces parties sont des parties à base clanique.</p>
	<p>Afin de garantir des élections libres, transparentes et crédibles, quelles améliorations proposeriez-vous au cadre institutionnel et juridique actuel des élections dans notre pays?</p> <p>Réponse: l'organe chargé d'organiser les élections doit être consensuel et participatif ; son rôle ainsi que sa composition doit être défini clairement avant toute élection.</p>
	<p>Avez-vous d'autres suggestions à faire?</p>

### THEMATIQUE 3 : DROIT HUMAINS ET LIBERTES FONDAMENTALES

Thèmes	Questions
<b>Droit humains, libertés fondamentales et les droits de la défense</b>	L'effectivité de l'exercice des libertés et des droits de l'Homme est-elle garantie dans notre pays et singulièrement dans votre province? La liberté d'expression, la liberté de l'association et la liberté de presse sont garanties. Mais à l'échelle de la province, la recrudescence de conflit éleveur-agriculteur et les traitements qui suivent mettent à mal l'exercice de liberté et droit de l'Homme.
	Que faut-il faire pour améliorer davantage la situation des droits de l'Homme dans notre pays en général et/ou dans notre province? Pour améliorer la situation de droit de l'Homme, il faut sanctionner sévèrement les auteurs de violation, quel que soit leur rang social et leur appartenance pour faire naître la confiance au sein de la communauté.
	Sanctionner sévèrement les auteurs de violation quel que soit leur rang social au sein de la communauté ;
	L'Etat doit mettre tout ce qui est vital pour l'Homme (eau potable, éducation, santé etc.)
	L'Etat doit réprimer toutes les violations faites à l'encontre de ces personnes ;
	Interdire la prostitution pour sauver les femmes ;
	Respecter les us et coutumes pour que les tchadiens se sentent égaux en droit et devoir
	Assurer la libre circulation des biens et des personnes dans l'ensemble du territoire national et plus particulièrement dans la Province du Ouaddaï ;
	Assurer la protection optimale des personnes vulnérables par des règles juridiques et de leur donner la chance d'égalité avec les autres ;
	Recadrer les enseignements des enfants mouhadjirine et les orphelins ;
	Créer des activités génératrices des revenus
	Mettre l'homme qu'il faut à la place qu'il faut
L'Etat doit subventionner les produits de première nécessité	

<b>Libertés et associations, Pouvoir d'achat</b>	<p>Quelles sont les entraves à l'exercice des droits des syndicats et à la promotion du rôle de la société civile dans notre pays?</p> <p>Les entraves à l'exercice des droits syndicaux et à la promotion de la société civile résident principalement dans le mélange des genres. car les syndicats et la société civile semblent parfois sortir de leur rôle traditionnel pour se consacrer aux activités purement politiques qui ne relèvent pas de leur compétence.</p>
<b>Démocratie et citoyenneté</b>	<p>Quelles sont les pistes d'amélioration des libertés syndicales et associatives que proposeriez-vous?</p> <p>Il est souhaitable que les domaines d'activités dans syndicats soient clairement définis par les textes pour empêcher toutes immixtions dans les domaines qui ne relèvent pas de leur compétence.</p> <p>Comment renforcer davantage l'effectivité de la démocratie dans notre pays?</p> <p>L'effectivité de la démocratie se reflète dans l'organisation régulière des élections dans notre pays. Elle s'exprime par le respect de la constitution et des tous les textes qui organisent l'Etat et par une justice impartiale qui s'applique à tous, sans distinction.</p> <p>Au regard de l'importance du droit de vote pour les citoyens, quelles sont les dispositions à prendre pour garantir à chacun le plein exercice de ce droit?</p> <p>Les dispositions à prendre pour garantir le plein exercice du droit de vote à chaque citoyen passe prioritairement par l'organisation d'un recensement électoral fiable. Il faut s'assurer que tous les citoyens disposent de leur carte électorale et procéder à la formation des citoyens pour qu'ils puissent mieux maîtriser les procédures et les mécanismes du vote.</p> <p>Comment garantir la transparence du processus électoral dans notre pays?</p> <p>Garantir la transparence du processus électoral dans notre pays impose de: Créer les conditions de participation au vote des tous les citoyens, Examiner tous les recours formulé par les citoyens lors des contentieux électoraux, Disposer d'un fichier électoral fiable et constamment mis à jours, Organiser des élections transparentes, libres et crédibles.</p>
<b>Libertés de la presse et rapports média-pouvoirs publics</b>	<p>Que pensez-vous de l'exercice de la liberté de presse dans notre pays?</p> <p>La presse est vraiment libre dans notre pays, mais son contenu à parfois tendance à la diffamation et aux attaques personnalisées contre certains ciblés.</p>



Respecter les règles d'éthique et de déontologie régissant la profession journalistique,
Renforcer la capacité des stations provinciales
Que la RNT soit véritablement nationale pour couvrir l'ensemble du territoire national
Sensibiliser et former les partenaires sociaux sur les libertés syndicales
Assurer le recyclage et la formation des journalistes des Stations Régionales et des medias publics ;
Rénover les appareils de la RNT devenus vétustes
Maitriser le traitement de l'information pour éviter les sanctions ;
<p>Quelles propositions faites-vous dans le sens du renforcement de la liberté de la presse dans notre pays et dans votre province en particulier?</p> <p>Pour renforcer la liberté de la presse dans notre pays et par conséquent dans la province, nous proposons ce qui suit:</p> <p><b>Au média:</b> Respecter les règles d'éthique et de déontologie régissant la profession; S'affranchir de l'autocensure; Tenir compte de leur mission sociale en facilitant le dialogue, la compréhension mutuelle, la prévention et le règlement des conflits, ainsi que la cohésion sociale.</p> <p><b>Au Gouvernement</b></p> <p>Veiller à la professionnalisation du métier de journalisme; Assurer un accès équitable aux médias publics; Concevoir une politique nationale de communication pour le développement; Créer un centre de formation initiale et continue des journalistes; Renforcer les capacités des stations provinciales en vue de promouvoir les valeurs économiques, culturelles et sociales, en consolidant la paix, l'unité nationale, la cohésion sociale et le bon vivre ensemble;</p> <p>Multiplier les maisons des médias dans les provinces.</p> <p><b>A la Haute Autorité des Médias et de l'Audiovisuel, de:</b> Veuillez à l'application stricte des textes régissant l'exercice de la liberté de la presse et à la déontologie de l'exercice de métier des journalistes; Renforcer les dispositions légales, relatives aux communications digital.</p>

<p><b>Les traitements inhumains et dégradants, tortures, détentions arbitraires, disparitions forcées</b></p>	<p>Les traitements cruels, inhumains et dégradants font partie des infractions prévues par les lois de la République et les conventions internationales.</p> <p>Les traitements cruels, inhumains et dégradants font partie des infractions prévues par les lois de la République et les conventions internationales.</p> <p>La répression de ces pratiques interdites est-elle réellement assurée par les juridictions nationales? Si non, que proposez-vous pour surmonter les entraves à la répression de ces pratiques?</p> <p>Certes ces pratiques et ces traitements inhumains sont interdits de manière formelle par les lois de notre pays. cependant, dans le fait, ces pratiques continuent à être appliquées par certains éléments des forces de défense et de sécurité. A titre d'exemple, la torture communément appelée "ARBATACHAR" est toujours en vigueur.</p>
<p><b>Droit des personnes vulnérables</b></p>	<p>Comment assurer une protection optimale des handicapés, des enfants et des femmes?</p> <p>La plus grande difficulté des handicapés et leur réinsertion sociale et professionnelle à cause de leur handicap. L'Etat devra veiller à créer les conditions pour faciliter cette insertion et assurer une protection optimale de cette franche de la population vulnérable. Pour les femmes et les enfants, l'adoption d'un code de la famille, tenant en compte de la réalité de la spécificité Tchadienne pourrait créer les conditions juridiques d'une protection légal de cette population cible, souvent victime des violences.</p> <p>Comment faire respecter les droits de chacune de ces catégories de personnes?</p> <p>L'Etat doit réprimer toutes les violences faites à l'encontre de ces personnes.</p> <p>En raison de leur vulnérabilité, quelles sont les stratégies spécifiques à adopter en leur faveur?</p> <p>Il faut créer une forme de discrimination positive en faveur de ces personnes.</p>
<p><b>Sécurité sociale et institutions des prévoyances sociales</b></p>	<p>La politique nationale en matière de sécurité sociale répond-elle aux attentes des citoyens? L'inexistence d'une couverture sanitaire universelle est véritablement un handicap majeur dans notre pays et que la politique en matière de sécurité sociale ne répond pas aux attentes du pays.</p>

	<p>Les institutions de prévoyance sociale sont-elles suffisamment outillées et disposent-elles des moyens d'actions à la dimension de leurs missions?</p> <p>La misère que vivent les retraités pour la perception de leurs allocations de retraite en constitue une preuve édifiante. La précarité des moyens d'existence empêche les citoyens de souscrire à des formes d'assurance diverses pour la protection sociale. L'Etat devra mettre en œuvre le projet de la couverture sanitaire universelle pour permettre aux plus démunis de faire face aux difficultés quotidiennes d'existence.</p>
<b>THÉMATIQUE 4 : POLITIQUES PUBLIQUES SECTORIELLES</b>	
<b>Thèmes</b>	<b>Questions</b>
<b>Conditions d'amélioration des politiques sectorielles</b>	<b>Comment assurer une " bonne gouvernance des ressources publiques en terme de mobilisation, de gestion et de reddition de compte relativement aux deniers publics ?</b>
	✓ Exploiter ces ressources pour permettre de restructurer et diversifier les sources des revenus ;
	✓ Mettre en place des dispositifs de suivi et de contrôle rigoureux des ressources publiques.
	<b>Comment améliorer davantage le climat des affaires pour une utilisation optimale des ressources nationales en vue du développement économique de notre pays ?</b>
	<b>Réponse:</b>
	✓ Mettre en place un cadre législatif et réglementaire favorisant la création des entreprises;
	✓ Renforcer, organiser et encadrer les opérateurs économiques.
	<b>Comment assurer un développement rural durable ?</b>
	Valoriser les eaux de pluie et de ruissèlement en creusant des bassins de rétention d'eau devant servir pour les cultures maraîchères
	L'Etat doit garantir un environnement sain qui permet à tous les êtres humains de jouir de leur droit
Avoir accès à l'eau potable, aux soins de santé, à l'éducation et à l'électricité	
Diversifier les cultures et contrôler les actions des ONG	

Consolider la paix et l'unité nationale pour vivre ensemble,
Sensibiliser la population sur la cohabitation pacifique, la cohésion sociale tout en respectant le couloir de transhumance, l'air de stationnement etc.
Construire des routes
Explorer les potentialités de communautés rurales
✓ Promouvoir et industrialiser le secteur minier;
✓ Moderniser les systèmes d'exploitation agricoles et pastoraux par la mise en place des infrastructures adéquates de production.
<b>L'évolution démographique galopante non encadrée crée des difficultés de gestion de nos villes. Quelle politique urbaine durable peut-on envisager pour répondre aux exigences de qualité de vie ?</b>
✓ Promouvoir la lutte contre les pollutions et les occupations anarchiques ;
✓ Maitriser l'accroissement de la population urbaine et rurale par l'adoption d'un plan d'aménagement territorial
<b>Comment combler les insuffisances des politiques sectorielles?</b>
✓ Créer des structures bancaires spécialisées dans les financements des secteurs spécifiques;
✓ Créer un cadre de vie propice à l'épanouissement du bien-être des populations.
<b>Comment améliorer le capital humain qui est la base de tout développement ?</b>
✓ Développer une politique de formation technique et professionnelle de qualité;
✓ Renforcer les capacités techniques, humaines et matérielles des structures de formation.
<b>Comment expliquer la prépondérance du secteur extractif dans l'économie et le budget national ? comment diversifier notre économie ?</b>
✓ Diversifier l'activité économique par l'exploitation des autres potentialités et opportunités telles que l'agriculture, l'élevage, les mines etc. ;

	<p>✓ Mettre en place des pôles économiques de compétitivités dans les provinces.</p>
	<p><b>Pourquoi les lois, institutions et mécanismes de suivi de politiques publiques ne concourent-ils pas à asseoir une bonne gouvernance des secteurs publics?</b></p>
	<p>Les lois, institutions et mécanismes de suivi ne concourent pas à asseoir une bonne gouvernance en raison de la légèreté du système de contrôle, du laxisme et de la corruption.</p>
<p><b>THEMATIQUE 5: QUESTIONS SOCIALES</b></p>	
<p><b>Thèmes</b></p>	<p><b>Questions</b></p>
<p><b>La question de la dia</b></p>	<p>La dia est une pratique acceptée dans certaines communautés de notre pays. Que doivent faire les pouvoirs publics pour éviter un usage généralisé de cette pratique qui met à mal le vivre ensemble entre les communautés qui la pratiquent et celles qui ne la reconnaissent pas?</p> <p>Les Pouvoirs publics doivent:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Dans les cas de crimes donner la primauté à l'application des peines pénales;</li> <li>Eviter d'étendre la pratique de la dia dans les communautés où les us et coutumes ne la prévoit pas du tout;</li> <li>Sensibiliser les citoyens sur le vivre ensemble, la cohésion sociale et la cohabitation pacifique;</li> <li>Sensibiliser les leaders d'opinions, les chefs des communautés et les leaders religieux sur les impacts négatifs de la pratique de la dia sur le vivre ensemble, la cohésion sociale et la cohabitation pacifique.</li> </ul>

<p><b>Le Bilinguisme</b></p>	<p>Le bilinguisme (français-arabe) fait partie du programme d'enseignement dans notre pays dès son accession à l'indépendance. Que doivent faire les pouvoirs publics pour que l'enseignement du français et de l'arabe soit davantage une réalité nationale? la première préoccupation doit porter sur l'instauration des bases d'une politique durable à travers: la formation continue des enseignants francophones en arabe et des arabophones en français; Réviser et la restructuration des programmes bilingues en tenant compte de la réalité linguistique du pays; l'acquisition des manuels, des matériels didactiques et des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC);</p> <p>Augmenter le volume horaire des matières arabes dans les établissements publics francophones et de même pour les établissements arabophones.</p> <p>Augmenter la part de la subvention de l'Etat à la promotion du bilinguisme.</p> <p>Développer les dispositifs d'apprentissage des deux langues pour les cadres de l'administration; Former des cadres pour le suivi évaluation de la mise en œuvre du Bilinguisme. Définir une stratégie pour l'applicabilité du Bilinguisme.</p> <p>Réinstaurer l'internat, pour le brassage des élèves et étudiants Avoir des enseignants qualifiés et renforcer les inspections pédagogiques, Rendre obligatoire les langues officielles (arabe et français), Réactualiser le programme d'enseignement du bilinguisme</p>
------------------------------	---

	<p>Que faire pour éviter l'amalgame entre les langues officielles et les religions? Pour éviter l'amalgame entre les langues officielles et les religions, il importe de: Intensifier la sensibilisation des populations sur la nécessité de séparer les langues officielles (français et arabe et les religions); Sensibiliser les jeunes pour qu'ils ne soient pas la proie des extrémistes religieux. Renforcer le système de suivi-évaluation, d'encadrement et de la supervision de l'enseignement bilingue; la contractualisation et/ou intégration des enseignants bilingues formés. Former des enseignants polyvalents et bilingues de type nouveau</p>
	<p>Comment faire pour promouvoir le multilinguisme dans notre système éducatif? Élaborer, adopter et mettre en œuvre une stratégie nationale de mise en œuvre du bilinguisme; Multiplier les établissements d'enseignements multilingues...</p>
<p><b>La solidarité avec les couches vulnérables; la lutte contre les précarités et la pauvreté; les mutilés de guerre; le problème de la migration; l'exode rural.</b></p>	<p>Les questions liées aux couches vulnérables, à la lutte contre la pauvreté, aux mutilés de guerre, à la migration et à l'exode rural ont comme dénominateur commun la précarité. Que doivent faire les pouvoirs publics pour résoudre les précarités à laquelle font face les couches vulnérables? Pour réduire les conditions précaires des couches vulnérables, les pouvoirs publics doivent. Promouvoir la bonne gouvernance; concevoir, adopter et mettre en œuvre des politiques et programmes relatifs à la protection sociale; renforcer les mesures prises par la mise en place des cadres juridiques, institutionnels innovants et l'utilisation des outils et instruments pragmatiques, cohérents et adaptés aux défis à relever; évaluer la Stratégie Nationale de Protection Sociale (SNPS) couvrant la période 2016- 2020 et mettre effectivement en œuvre celle de 2022-2026.</p>

	<p>Comment les pouvoirs publics peuvent-ils réduire les inégalités et promouvoir la solidarité? Les pouvoirs publics réduiront les inégalités en adoptant, dans un premier temps, une véritable politique nationale sur les droits de l'Homme au Tchad intégrant les droits de l'enfant, ceux de la femme, les droits catégoriels et les droits des personnes vulnérables et en promouvant et en vulgarisant les principes de justice, d'égalité, d'équité et du respect des droits humains ; l'Etat encouragera et multipliera les actions de solidarité.</p>
	<p>Comment les pouvoirs publics peuvent-ils faire pour contenir l'exode rural? Les pouvoirs publics peuvent contenir l'exode rural en promouvant l'entreprenariat rural, l'autonomisation des femmes et des jeunes des milieux ruraux et en mettant en œuvre des programmes et des projets qui offrent des opportunités d'emploi, de réduction de la pauvreté et d'épanouissement aux jeunes filles et garçons.</p>
	<p>Pour freiner l'exode rural et l'immigration, l'Etat doit encourager les créations des industries de transformation des ressources naturelles disponibles au Tchad</p>
	<p>Conscientiser les usagers des réseaux sociaux en créant un cadre de formation de la bonne gestion des outils de communication</p>
<p><b>Question liées à l'éthique, aux comportements et aux valeurs</b></p>	<p><b>Quelles politiques et mesures adéquates à adopter pour faire face à la dégradation de l'éthique et des valeurs morales, traditionnelles et religieuses dans notre pays ?</b></p>
	<p>✓ Inscrire l'éthique dans les programmes des enseignements</p>
	<p>✓ Accorder une place aux traditions lors des cérémonies officielles</p>
	<p><b>Comment faire pour mettre efficacement en interaction les valeurs modernes, traditionnelles et religieuses dans notre pays ?</b></p>
	<p>✓ Sensibiliser les familles sur les valeurs morales fondamentales modernes, traditionnelles, religieuses et culturelles;</p>
	<p>✓ Impliquer les autorités traditionnelles et religieuses aux actions de sensibilisation et de conscientisation des masses.</p>
	<p><b>Comment faire pour inculquer aux citoyens un bon usage des réseaux sociaux?</b></p>



	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Mettre en place une politique et une réglementation relatives à l'utilisation des réseaux sociaux;</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Protéger les enfants contre la cybercriminalité et la cyber délinquance;</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Renforcer les capacités en ressources humaines dans le domaine de la NTIC.</li> </ul>
<b>La moralisation de la vie nationale, la lutte contre la corruption, les détournements et les prévarications et prédations de toutes sortes</b>	<b>Que faire pour donner à la gouvernance de notre pays une image saine et digne d'une société tournée vers le développement et le progrès social ?</b>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Instituer une structure en charge de la moralisation de la vie publique;</li> <li>✓ Encadrer et suivre une bonne conduite d'éthique.</li> </ul>
	<b>Que faut-il faire davantage pour lutter contre la corruption, l'enrichissement illicite et les abus des biens publics ?</b>
	<b>Réponse: appliquer les lois pour tous. Placer les hommes intègres et compétents . créer un organe chargé du suivi des biens de l'État.</b>
<b>Les chefferies traditionnelles</b>	<b>Quelles place et quel rôle leur accorder pour leur pleine participation au développement de leurs communautés ?</b>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Redorer la dignité et l'honorabilité des chefs traditionnels</li> </ul>
	<b>Quel rôle peuvent-ils jouer entre les différentes communautés ?</b>
	<b>Réponse:</b>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Jouer le rôle d'interface pour la cohabitation pacifique et la cohésion sociale;</li> <li>✓ Renforcer leur pouvoir de conciliation.</li> </ul>
	<b>Quel rôle peuvent-ils jouer entre leurs communautés respectives et les pouvoirs publics?</b>
	<b>Réponse:</b>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Jouer le rôle de relai entre leurs communautés respectives et les pouvoirs publics.</li> </ul>
	<b>Quel type de collaboration peut-on développer entre la chefferie traditionnelle, les leaders religieux et la société civile ?</b>
	<b>renforcer les autorités traditionnelles par des moyens conséquents leur permettant de jouer pleinement leur rôle de garant des us et coutumes en étant collaboratrices de l'Etat.</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Une collaboration étroite faite de concertation permanente entre les autorités traditionnelles, les leaders religieux et la société civile.</li> </ul>	
<b>Les congrégations</b>	<b>Que faut-il faire pour promouvoir davantage la laïcité de l'Etat?</b>

<b>religieuses</b>	✓ Traiter à égalité les religions ;
	✓ Organiser les manifestations de brassage entre les religions
	<b>Quel rôle l'État peut-il jouer pour garantir la laïcité de l'État, la cohabitation pacifique, le vivre ensemble des populations et l'entente entre les différentes confessions religieuses ?</b>
	<b>Réponse:</b>
	✓ Appuyer à égalité les différentes confessions religieuses dans l'accomplissement de leurs missions.
	<b>Que peut faire l'État pour aider les confessions religieuses à mieux jouer leur rôle dans la quête de la paix sociale, ainsi que pour la paix intra et interreligieuse ?</b>
	<b>Réponse:</b>
	✓ La contribution active de l'État en aidant les confessions religieuses.
<b>Dimension genre</b>	<b>Que doivent faire les pouvoirs publics pour promouvoir davantage la dimension genre, afin de garantir le progrès social, économique et politique de la femme?</b>
	✓ Adopter les textes statuant la parité;
	✓ Lutter contre le mariage précoce;
	✓ Impliquer les femmes dans les missions de maintien de la paix.
	<b>Quelles politiques et stratégie à mettre en œuvre pour éradiquer ce phénomène dans notre pays ?</b>
<b>Le trafic d'enfant</b>	✓ Adopter le code des enfants;
	✓ Aider les parents par la mise en place des projets ruraux.